

## Introduction

Anne-Marie Bardi

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1582>

DOI : 10.4000/ries.1582

ISSN : 2261-4265

### **Éditeur**

Centre international d'études pédagogiques

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 31-35

ISBN : 978-2-8542-0558-9

ISSN : 1254-4590

### **Référence électronique**

Anne-Marie Bardi, « Introduction », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 34 | décembre 2003, mis en ligne le 22 novembre 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1582> ; DOI : 10.4000/ries.1582

---

# La formation professionnelle initiale : une question de société

## Introduction

Anne-Marie Bardi

Toute École porte la marque politique et sociale de ses origines. Toutefois, par un processus d'évolution naturel, elle s'en dégage peu à peu et l'on voit aujourd'hui de par le monde les systèmes d'enseignement de base ou, à l'autre extrême, les systèmes universitaires, adopter des structures relevant d'un petit nombre de modèles de référence. Au contraire, la formation professionnelle initiale est marquée par la plus grande diversité : sous la forte influence des caractéristiques politiques de son environnement et au cœur des bouleversements de l'économie, elle présente d'un pays à l'autre une figure spécifique, mobile, en recherche permanente d'équilibre.

Nous avons choisi de présenter, dans ce dossier, sept situations spécifiques : celles de la Catalogne, du Québec, du Maroc, d'Afrique subsaharienne à travers une étude de la Banque mondiale couvrant vingt pays, du Japon, de la Suisse, de la France et de la Norvège.

### LES FIGURES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE

L'extraordinaire diversité des modèles constitue le premier enseignement de ce dossier : ici, la formation professionnelle initiale dépend majoritairement du ministère de l'Éducation et se déroule d'abord en établissement scolaire ; là, presque uniquement en entreprise sous forme d'apprentissage et sous tutelle du ministère du Travail. Ici elle concerne 70 % d'une classe d'âge, là à peine 20 %. Ici elle est volontairement réduite, l'essentiel de la formation intervenant après l'embauche, dans l'entreprise, là au contraire elle est accomplie avant l'emploi, pilotée par des référentiels de diplômes reconnus par des conventions de branches professionnelles bien que délivrés par le ministère de l'Éducation. Ici, la qualité du dialogue social et la recherche de consensus permettent d'articuler harmonieusement formation en apprentissage et formation en lycée, ailleurs, un passage par l'apprentissage est vu comme une composante de la formation

initiale qui n'interdit pas une reprise d'études générales secondaires ou supérieures, ailleurs encore c'est une voie sans grande issue. À l'évidence, le modèle qui organise la formation professionnelle initiale dans tel pays n'est en rien transposable à son voisin : ce qui est naturel pour les uns semble incongru ou inconcevable pour les autres.

## DES TENSIONS COMPARABLES

Tous cependant, et c'est notre second constat, se trouvent confrontés à des catégories de problèmes comparables. Tout d'abord la nécessité de rapprocher l'offre de formation de la demande de l'économie. Par exemple, les études de la Banque mondiale nous montrent avec force que les systèmes de formation hérités d'un passé colonial sont inadaptés à une économie locale aujourd'hui essentiellement informelle et nous fournissent une analyse des décisions radicales prises pour reconstruire un système de formation plus réactif et mieux adapté à ce type d'économie. Avec détermination, le Maroc déclare que l'éducation et la formation constituent la seconde priorité nationale durant la décennie 2000-2010 ; il fonde son développement économique et social sur la qualité des ressources humaines et fixe à la formation professionnelle des objectifs quantitatifs et qualitatifs précis et ambitieux.

D'autres difficultés tiennent à la distance qui existe trop souvent entre les besoins des entreprises et les projets des jeunes. Ainsi, le Québec a volontairement élevé le niveau requis à l'entrée en formation professionnelle à la demande des entreprises ; mais les élèves, ayant à choisir entre deux cursus – formation générale, formation professionnelle – dont la difficulté devenait comparable, se sont tournés plus nombreux vers la voie générale. Ce n'est qu'en ouvrant largement les classes aux adultes que le système de formation professionnelle initiale a pu perdurer. Inversement, le Japon, qui a construit sa réussite économique sur un accroissement démographique associé à un accroissement des niveaux de qualification voit aujourd'hui « le mythe de la réussite par l'enseignement s'estomper dans la société ». On signale dans plusieurs pays un déficit dans certaines filières, peu attractives même si l'embauche y est assurée, et des effectifs pléthoriques dans des formations menant à des métiers déjà saturés ; on déplore souvent, de même, les déséquilibres filles/garçons dus à des représentations sociales plus qu'à des réalités.

La difficulté consiste enfin à assurer la qualité de la formation professionnelle. En France, les diplômés et les lycées s'adaptent régulièrement aux évolutions technologiques mais doivent également veiller à faire acquérir aux jeunes les compétences aujourd'hui attendues en termes de communication, de relation aux clients, d'adaptabilité à des situations nouvelles. En Suisse, où au contraire la formation professionnelle s'effectue très majoritairement en apprentissage, le système présente une trop grande sensibilité à la conjoncture économique : l'offre de places en apprentissage ayant fortement diminué au

début des années quatre-vingt-dix, les pouvoirs publics ont été amenés à encourager l'engagement d'apprentis, par exemple en autorisant une scolarité dégressive ou la possibilité pour les entreprises formatrices de se regrouper en réseau. La qualification des professeurs comme celle des tuteurs sont, dans l'un et l'autre pays, des questions délicates.

Très majoritairement, les systèmes de formation professionnelle initiale sont pris dans une tension difficile à surmonter : d'une part relever le niveau d'études pour valoriser ces formations et en améliorer l'efficacité, d'autre part accueillir les jeunes les plus fragiles pour leur fournir la clé de leur insertion sociale. Les deux termes de cette opposition semblent se renforcer ces dernières années, l'un tiré vers le haut par souci de compétitivité économique, l'autre vers le bas en raison des décrochages scolaires et de la précarité d'une part croissante de la population.

### **UNE POSSIBLE LECTURE DE L'IDENTITÉ DES SOCIÉTÉS**

Diversité des modèles, proximité des problèmes affrontés et variété des solutions, recherche permanente de nouveaux équilibres, la formation professionnelle initiale est un domaine en perpétuel mouvement dont nous découvrons les avatars au fil des articles. Mais nous pouvons y lire également, et les auteurs les signalent volontiers, des marqueurs historiques et sociaux ainsi que les tendances majeures qui en sous-tendent les évolutions actuelles.

En Catalogne, la formation professionnelle a été marquée par l'histoire heurtée de l'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle puis par un dynamisme économique régional exceptionnel; aujourd'hui, après avoir exercé le plein exercice de son autonomie en matière éducative, elle se trouve confrontée à une nouvelle loi organique sur la qualification et la formation professionnelles. La jugeant illégalement centralisatrice, la Catalogne a déposé un recours devant le conseil constitutionnel. Conflit entre le régional et le national? Souci d'assurer la mobilité des jeunes sur le territoire espagnol? Besoin, pour un gouvernement autonome de maîtriser son propre développement économique? Les enjeux sont forts et la polémique est vive.

Nous avons déjà évoqué le Québec, libre de ses choix en matière de formation par rapport au gouvernement canadien et affirmant ses particularismes mais se situant pleinement dans le contexte entrepreneurial nord-américain.

En France, et l'auteur va jusqu'à parler d'« exception française », l'action majeure de l'État, soutenue par une partie du grand patronat, aboutit à ce qui a pu être qualifié de « convention méritocratique » basée sur la possession de diplômes : leur délivrance est sous monopole d'État mais ils correspondent à une qualification reconnue sur le marché du travail et sont classés en niveaux associés à des salaires.

L'Afrique subsaharienne est marquée par un passé colonial qui lui a laissé un système de formation adapté à l'époque mais qu'elle n'a pas su faire évoluer. La Banque mondiale montre sans fard la difficulté des pouvoirs publics à mener vraiment une politique efficace, le recrutement des diplômés presque exclusivement comme fonctionnaires, anormal et désormais tari, l'inadéquation des équipements, des méthodes et des contenus de la formation professionnelle à un contexte économique très particulier. Les experts de la Banque mondiale justifient la création de structures de pilotage mixtes, « agences » indépendantes des ministères et capables de concevoir des offres de formation locales avec plus de liberté, de souplesse et de réactivité. Gouvernements officiels, agences, bailleurs de fonds internationaux, l'exercice du pouvoir se déplace des premiers vers les seconds.

Avec une impressionnante tranquillité, « les traits forts d'égalité et de dialogue social de la société norvégienne » ont permis de mettre en place « un système de collaboration fondé sur un partenariat entre entreprise et école » ; le plan cadre de 1994 présente comme objectifs les qualités à atteindre pour que chacun devienne « sept hommes » : l'homme qui cherche le sens, l'homme créatif, l'homme travailleur, l'homme de culture, l'homme de collaboration, l'homme conscient de l'environnement et l'homme intégré. Ces objectifs sont volontairement communs à l'enseignement primaire, secondaire, à l'apprentissage et à la formation des adultes. Ils portent les valeurs que la société veut voir partagées par tous.

## LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION

D'autres pays tels les Pays-Bas ou l'Italie auraient pu être sollicités, qui eux aussi rénovent actuellement leur système de formation professionnelle initiale. Un choix est toujours frustrant et nous aurons à cœur de rechercher d'autres témoignages si, dans quelques temps, nous revenons sur ce sujet.

Il est à parier que des tendances se seront alors dégagées : d'abord la généralisation des systèmes d'enseignement technologiques, qui existent déjà dans certains pays, au Maroc, en France, mais aussi sous le nom d'écoles « polyvalentes » au Japon : ces filières associent formation technique et formation générale et conduisent naturellement à des études supérieures courtes. Elles peuvent contribuer à combler le fossé entre la formation des plus bas niveaux de qualification et les besoins plus élevés des entreprises.

Une autre voie d'évolution concerne la recherche de diplômes reconnus au niveau local, régional, national. La formation des jeunes doit se nourrir du tissu industriel local, mais aussi permettre la mobilité. Les travaux en cours dans l'Union européenne tendent à élaborer ainsi des référentiels de diplômes validés par des branches professionnelles au niveau européen, puis déclinés dans les pays en formations adaptées aux modes de fonctionnement de chacun. Il faudra surmonter les oppositions entre les besoins du développement local et le

souhait de certains jeunes de « rester au pays » et la nécessaire mobilité des personnes dans une économie de plus en plus globale. C'est aussi ce contexte de mondialisation qui impose aux pays du Nord de contribuer efficacement au développement des pays du Sud, avec des enjeux majeurs de développement et d'équilibres politiques.

Troisième grande tendance, les rapprochements et changements d'échelle : rapprochement des formations en école et des formations en entreprise, comme de la formation des jeunes et de la formation des adultes. Le tout prendra son sens dans une organisation de « l'éducation et la formation tout au long de la vie » permettant peut-être, avec la mixité des publics et des intervenants, la multiplicité des lieux et des modes de formation, de satisfaire à la fois les besoins des individus, de l'économie et des sociétés.

C'est dans ces organisations nouvelles que les complémentarités devenues naturelles permettront de résoudre une partie des tensions qui traversent aujourd'hui les divers systèmes de formation professionnelle initiale. Car, si chacun d'eux porte sa marque propre et constitue un révélateur de l'évolution politique, économique et sociale de notre monde, il est également fragile, pris au cœur de fortes tensions. Malgré d'incontestables réussites, la formation professionnelle initiale traduit aujourd'hui la confusion des attentes et l'ambiguïté des missions qui lui sont confiées.